

Cher Monsieur Subercaze,

Je vous remercie pour votre message, et vous félicite pour la détermination avec laquelle vous défendez le service public ferroviaire. Je tiens à vous signaler qu'au-delà de mes réponses ci-dessous, je tiendrai une réunion jeudi à Luchon (18h30 salle Pavillon Normand) avec mon suppléant Sébastien Fabre, François Asselineau et Vincent Brousseau. M. Asselineau est inspecteur général des finances, fondateur et président de l'UPR et ancien candidat à la présidentielle de 2017. M. Brousseau est économiste, a travaillé 15 ans à la BCE en tant que spécialiste des questions monétaires, et est le responsable de l'UPR pour les questions monétaires. Cette réunion sera donc l'occasion de mieux connaître l'UPR et de nous poser les questions que vous pourriez encore vous poser sur le programme de l'UPR après ma réponse. Vous êtes évidemment cordialement invités, comme les autres membres du CDRIC et tous les citoyens du Haut-Comminges (une autre réunion avec MM Asselineau et Brousseau se tiendra demain à Saint-Gaudens).

La défense du service public est un élément clef du programme de l'UPR, que vous trouverez sur le site de l'UPR, par exemple au format .pdf sur <https://legislatives.upr.fr/programme-legislatif/>. Dans la partie sur le service public, le point 61 (page 45) concerne justement la SNCF. Ce que l'UPR s'efforce d'expliquer depuis maintenant 11 ans, c'est que les principaux éléments de la politique du gouvernement sont dictés par Bruxelles. Pour ce qui nous intéresse ici, on peut dire que la tragédie a commencé en 1993, avec l'entrée en vigueur du traité de Maastricht par lequel la France acceptait le principe de la mise en concurrence de la SNCF. En 2008 est entré en vigueur le traité de Lisbonne, que les Français avaient pourtant rejeté à 55%, 2 ans plus tôt. Ce traité nie la notion même de service public. Tout doit rapporter de l'argent ou disparaître, selon les seules règles de la libre concurrence. Cette vision ultralibérale qui nous est imposée progressivement est évidemment en contradiction flagrante avec la vision française de la justice sociale, qui veut que les plus fortunés contribuent par exemple à l'éducation ou aux frais de santé des moins fortunés.

Concernant la ligne ferroviaire de Luchon, elle ne peut qu'être déficitaire, (Depuis la fin de l'usine Pechiney de Marignac où j'ai travaillé 20 ans) et elle est donc, dans le cadre de la pensée ultralibérale, une hérésie, une abomination. L'UPR veut sortir la France de ce cadre qui nous étouffe. Dans le cadre de la justice sociale telle que la conçoivent la grande majorité des Français, le déficit de la ligne est à analyser avec les bienfaits de cette ligne pour la société dans son ensemble : l'accès aux transports publics est un élément parmi d'autres de l'égalité des citoyens, la ligne apportait à Luchon des touristes, certains internes du lycée venaient à Luchon en train, etc. Ainsi, si comme le souhaite l'UPR, on conçoit de nouveau la SNCF comme un service public, le déficit des petites lignes comme celles de Luchon n'est en rien un désastre et peut facilement être supporté par les contribuables, au même titre que d'autres services publics comme l'éducation ou les hôpitaux, d'autant que la ligne bénéficie indirectement aux contribuables via l'activité touristique qu'elle génère.

Pourtant on assiste depuis des semaines, dans les médias, à un véritable tir de barrage visant à faire croire que la situation de la SNCF est catastrophique, que "cela ne peut plus durer", etc... bref, à en croire les différents articles et reportages, vivement la privatisation ! Certains n'hésitent d'ailleurs pas à présenter en exemple l'Allemagne, comme un reportage de France24 diffusé récemment. Et pourtant, ils ne peuvent que reconnaître que le gouvernement allemand doit verser des milliards d'euros pour permettre aux sociétés ferroviaires privées de fonctionner. Ce n'est plus au nom du services public, mais pour permettre aux actionnaires de toucher des dividendes sur le dos des contribuables. C'est le grand principe américain des dépenses publiques et dividendes privés qui nous est imposé, au nom d'un progrès très discutable.

Il faut donc bien sûr défendre la ligne ferroviaire de Luchon électrifiée comme vous le faites, mais il faut le faire sans se tromper de cible. La politique d'austérité et la destruction progressive des services publics est imposée par Bruxelles, et est prévue par les traités européens ratifiés dans le dos des Français. Cette injustice croissante nous est imposée par petites tranches : un service hospitalier par-ci, une petite ligne ferroviaire par-là... il sera peut-être possible de rétablir la ligne de Luchon avant la privatisation de la SNCF, je

le souhaite. Mais au-delà, seule la sortie de l'UE nous sauvera du sacrifice de tous les services publics sur l'autel de la libre concurrence.

Pour finir, je vous invite à consulter 3 documents : d'accord la vidéo de présentation de ma candidature, où j'évoque la destruction de l'usine de magnésium de Marignac où j'ai travaillé 20 ans et qui a été sacrifiée sur l'autel de la construction européenne. C'était de loin le premier employeur du Haut Comminges. Pendant 15 ans j'ai vécu à quelques centaines de mètres de cette usine et donc de la gare SNCF, et ma famille a régulièrement utilisé cette gare. <https://youtube.com/watch?v=YQtrFZP3Qsc>

D'autre part, un article rédigé en 2013 par l'un de nos adhérents travaillant à la SNCF et qui explique les méfaits de l'évolution actuelle de la SNCF.

Enfin, le dernier article publié par l'UPR explique justement en détail de quelle façon l'UE détruit la SNCF. <https://www.upr.fr/actualite/ne-trompons-de-combat-mise-concurrence-destruction-de-sncf-consequence-directe-de-appartenance-a-lunion-europeenne>

J'espère avoir répondu à votre question, et aussi que j'aurais le plaisir de continuer cet échange avec vous et d'autres membres du CDRIC jeudi soir lors de la dernière réunion publique de la campagne. Les analyses de l'UPR peuvent surprendre au premier abord, mais je ne saurais trop vous recommander de les analyser sérieusement et sans a priori, par exemple en consultant des conférences de François Asselineau, que vous trouverez sur upr.fr . Jamais je n'aurais eu l'idée de m'inscrire à un parti politique et encore moins d'être candidat à une élection aussi importante. Ce n'est qu'après une longue réflexion sur les analyses de M Asselineau que j'ai acquis la conviction que le programme de l'UPR est la seule solution pour sauver notre pays, et que je devais faire mon possible pour le défendre.

Cordialement

Hervé Minec.